

Unité interdépartementale des Alpes du Sud  
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph  
04100 Manosque

Marseille, le 10/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KEM ONE**

30 avenue du jas  
04160 Château-Arnoux-Saint-Auban

Références : DEP-MAN-2026-004  
Code AIOT : 0006410873

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement KEM ONE implanté 30 avenue du jas 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection fait suite à l'accident du 25 janvier 2024 et aux actions correctives mises en place par l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KEM ONE
- 30 avenue du jas 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban
- Code AIOT : 0006410873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement Kem One à Saint-Auban est la production de poudre de polychlorure de vinyle (PVC) par le procédé MSP (Microsuspension). Cette poudre de PVC est utilisée dans la fabrication du PVC émulsion, produit à forte valeur ajoutée, dédié à la fabrication de revêtements de sols et muraux, de cuirs synthétiques, de mastics pour l'automobile et le bâtiment, de jouets, de gants, etc.

L'unité MSP a une capacité de fabrication autorisée de 75 000 t/an.

Le site comprend également :

- des installations de stockage de matières premières et de produits finis,
- un atelier de conditionnement,
- une unité de production d'eau déminéralisée,
- une installation de prétraitement des effluents aqueux,
- un laboratoire d'application plastique.

#### Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formations des intervenants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Compositions des équipes intervenantes	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1	Sans objet
3	Audits de terrain	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1	Sans objet
4	Thermomètre sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17	Sans objet
5	Barrières physiques sur les piquages (cadenas)	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17	Sans objet
6	Signaux lumineux sur réacteurs en fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17	Sans objet
7	Ajout d'une sécurité instrumentée sur les trous d'homme	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17	Sans objet
8	Balissage de chantier et repérage des équipements à déposer	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17	Sans objet
9	Audit annuel	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sur la vérification de la bonne intégration des intervenants	article 17	
10	Audit du système de management de la sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection du 5 septembre 2024, il était attendu que l'exploitant recherche des axes d'amélioration supplémentaires et mette en oeuvre des actions correctives visant à atteindre un niveau supérieur en matière de management de la sécurité. L'inspection du 21 novembre 2025 a permis d'examiner l'ensemble des actions correctives annoncées. Il apparaît à l'issue de l'inspection que l'exploitant a respecté ses engagements et qu'un renforcement des règles de sécurité a été effectué. Aucun manquement aux règles n'a été constaté lors des contrôles menés durant l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Formations des intervenants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sous-traitance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
<b>Constats :</b>  Le point de contrôle est relatif aux actions d'amélioration en matière d'accès à l'établissement pour les opérateurs des entreprises sous-traitantes, tel que demandé à l'issue de l'inspection du 05/09/2024. L'exploitant a mis en place depuis février 2025 un logiciel d'accès à la plateforme permettant de vérifier systématiquement le respect des prérequis de sécurité avant toute entrée au site. Toute personne d'une entreprise sous-traitante amenée à intervenir plus de deux jours sur l'établissement Kem One est inscrite sur le logiciel par le service HSE. Le dépôt de l'attestation de formation ATEX 0 est une étape obligatoire pour ces inscriptions. Pour des durées d'intervention inférieures à deux jours, un régime dérogatoire est prévu mais la validation est assurée par le service HSE de Kem One. Le logiciel est à disposition du poste de garde. Si un opérateur se présente, son dossier de travail est vérifié et il ne peut entrer sur l'établissement qu'en cas de dossier complet et validé.

<p>Le logiciel est présenté lors de l'inspection, le dépôt du justificatif de formation ATEX 0 est bien une étape bloquante.</p> <p>Lors de la visite de terrain, les intervenants des entreprises sous-traitantes disposaient bien des formations requises.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Compositions des équipes intervenantes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sous-traitance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une organisation visant à gérer et suivre le comportement des paramètres et équipements importants pour la sécurité (...). Cette organisation met en œuvre un ensemble d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés. Cette organisation comprendra : (...)</p> <p>b- les modalités d'intervention pour maintenance et entretien, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant) ; (...) Les documents précités sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection du 05/09/2024, l'exploitant a fait part de ses difficultés quant au respect de sa règle interne fixant un taux minimum de 50% d'employés en CDI dans les équipes intervenantes. Une modification de cette règle interne est envisagée mais elle n'a pas été actée au jour de l'inspection. L'appréciation de ce ratio se fait bien à l'échelle d'un chantier / d'une tâche, et non à l'échelle de l'effectif total d'une entreprise sous-traitante.</p> <p>Lors de la visite de terrain, le respect de cette règle a été contrôlé pour les intervenants de la société FOSELEV. Le ratio était bien respecté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Audits de terrain**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sous-traitance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une organisation visant à gérer et suivre le comportement des paramètres et équipements importants pour la sécurité (...). Cette organisation met en œuvre un ensemble d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés. Cette organisation comprendra : (...)</p> <p>b- les modalités d'intervention pour maintenance et entretien, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant) ; (...) Les documents précités sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des audits de terrain sont réalisés conjointement par l'exploitant (préventeur HSE) et les</p>

entreprises sous-traitantes. Ces audits ont été mis en avant par l'exploitant à la suite des inspections des 27/02/2024 et 05/09/2024 comme des outils permettant d'améliorer et/ou de vérifier la maîtrise des risques dans le domaine de la gestion de la sous-traitance, avec un minimum de 10 audits par an ciblés sur le sous-traitant principal (Clemessy).

Lors des audits, sont notamment contrôlés le respect du port des Equipements de Protection Individuelle, le matériel autorisé, le respect de la procédure de « mise au travail », la propreté, etc.

Durant l'inspection, il a été demandé à l'exploitant un bilan de réalisation d'audits pour 2025. Plus de 10 audits ont été réalisés sur l'entreprise Clemessy, les audits ont également été déployés pour les sous-traitants SNEF, SAIT, SODI.

Lors de la visite de terrain, la réalisation de la procédure de "mise au travail" a été vérifiée pour les intervenants de la société FOSELEV. Celle-ci a bien été réalisée et un document signé par l'ensemble des intervenants a été présenté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Thermomètre sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Actions correctives

**Prescription contrôlée :**

Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport d'analyses des incidents et accidents d'exploitation survenus sur cette installation. Ce rapport sera assorti des enseignements tirés ou des actions programmées pour remédier à ces incidents et accidents. Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.

**Constats :**

Le « thermomètre sécurité » est un outil déployé par l'exploitant en 2024. Cet outil a été mis en avant par l'exploitant dans les actions correctives suite à l'accident du 25 janvier 2024. Il consiste en la réalisation d'audits de sécurité par le personnel de Kem One, non nécessairement du service HSE, sur une thématique donnée (exemples : travail en hauteur, amiante, travaux électriques, etc.). Les résultats de ces audits sont retranscrits via un téléphone ATEX ou un ordinateur, et remontent sur un logiciel qui permet d'établir des statistiques avec notamment l'apparition des « défauts récurrents », des thématiques sur lesquelles les défaillances reviennent le plus fréquemment, ou des entreprises sous-traitantes les plus et les moins « performantes ». Les résultats du « thermomètre sécurité » sont analysés chaque lundi lors des CODIR de l'établissement, ceci permettant d'orienter les actions pour une meilleure maîtrise du risque.

Lors de l'inspection, l'interface du « thermomètre sécurité » a été présentée. Il a été constaté que 123 audits ont été réalisés depuis septembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Barrières physiques sur les piquages (cadenas)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport d'analyses des incidents et accidents d'exploitation survenus sur cette installation. Ce rapport sera assorti des enseignements tirés ou des actions programmées pour remédier à ces incidents et accidents. Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b>  Parmi les actions correctives citées par l'exploitant suite à l'accident du 25 janvier 2024, la mise en place d'un système de barrière physique sur les piquages (cadenas) a été annoncée. Ce système est bien en place, avec l'installation de mâchoires cadenassées au niveau des brides sur les 3 réacteurs de polymérisations (K100). La remise de la clef est effectuée en salle de contrôle (clef unique par réacteur). Pour les réacteurs de pré polymérisation, ces systèmes n'ont pas été mis en place (les risques étant moindres). En revanche, des signaux lumineux sur les réacteurs en fonctionnement ont été mis en place (cf point de contrôle suivant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Signaux lumineux sur réacteurs en fonctionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport d'analyses des incidents et accidents d'exploitation survenus sur cette installation. Ce rapport sera assorti des enseignements tirés ou des actions programmées pour remédier à ces incidents et accidents. Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b>  Suite à l'accident du 25 janvier 2024, l'exploitant a prévu dans ses actions correctives la mise en place de systèmes permettant de différencier visuellement les réacteurs. Outre les systèmes de code couleur et de numérotation mis en place à chaque étage sur les réacteurs de polymérisation, l'exploitant a également installé en 2025 des signaux lumineux associés à un panneau de signalisation sur les réacteurs de pré polymérisation (feu vert / feu rouge, « vert : je peux ouvrir »). Lors de la visite de terrain, leur bon fonctionnement a été contrôlé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Ajout d'une sécurité instrumentée sur les trous d'homme**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actions correctives

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport d'analyses des incidents et accidents d'exploitation survenus sur cette installation. Ce rapport sera assorti des enseignements tirés ou des actions programmées pour remédier à ces incidents et accidents. Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ajout d'une sécurité instrumentée sur les trous d'homme concerne les réacteurs de pré polymérisation. Ce projet a été mis en avant dans les actions correctives prévues par l'exploitant. Celui-ci a été abandonné au profit de la mise en place des signaux lumineux. Néanmoins, l'exploitant prévoit une action supplémentaire de sécurité pour les boulonneuses permettant d'ouvrir les trous d'homme (1 boulonneuse dédiée par réacteur) : l'asservissement de la fourniture d'air comprimé aux conditions de pression du réacteur. Il sera en conséquence impossible de dévisser les boulons du trou d'homme si le réacteur est en pression. Ce projet est prévu pour 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Balisage de chantier et repérage des équipements à déposer**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actions correctives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport d'analyses des incidents et accidents d'exploitation survenus sur cette installation. Ce rapport sera assorti des enseignements tirés ou des actions programmées pour remédier à ces incidents et accidents. Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Parmi les actions correctives engagées par l'exploitant, les travaux réalisés sur les réacteurs de polymérisation (exemple : mise à disposition) font l'objet d'un balisage à chaque étage. Ce balisage est réalisé par l'entreprise sous-traitante. La mise en place des mâchoires cadénassées (cf. point de contrôle précédent) vient renforcer ce dispositif de sécurité : l'intervention doit être réalisée dans la zone balisée et sur les équipements dont les mâchoires ont été retirées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Audit annuel sur la vérification de la bonne intégration des intervenants**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actions correctives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport d'analyses des incidents et accidents d'exploitation survenus sur cette installation. Ce rapport sera assorti des enseignements tirés ou des actions programmées pour remédier à ces</p>



incidents et accidents. Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place depuis 2024 un audit annuel portant sur la vérification de la bonne intégration des intervenants, et plus spécifiquement sur le déploiement des PGEE (Prescriptions Générales pour les Entreprises Extérieures). En début d'année, l'exploitant transmet le PGEE aux sous-traitants et demande en retour la liste des personnes susceptibles d'intervenir avec l'émargement à ce document.</p> <p>Lors des audits de terrain, l'exploitant vérifie que les opérateurs des entreprises sous-traitantes sont bien présents dans la liste. Si la personne n'apparaît pas (exemple : intérimaire qui est arrivé en cours d'année), l'exploitant demande à l'entreprise sous-traitante les documents justifiant que la déclinaison du plan de prévention lui a bien été effectuée.</p> <p>Lors de l'inspection, un contrôle par sondage du respect de cette déclinaison a été effectué. Il apparaît que lors des audits des 25/03/2025 et 20/11/2025, les justificatifs de déclinaison du plan de prévention ont été apportés pour l'ensemble des intervenants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Audit du système de management de la sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actions correctives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport d'analyses des incidents et accidents d'exploitation survenus sur cette installation. Ce rapport sera assorti des enseignements tirés ou des actions programmées pour remédier à ces incidents et accidents. Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société Bureau Veritas a réalisé un audit du management de la sécurité en mars 2025. Les résultats d'audit ont été présentés lors de l'inspection. Ils font apparaître une non conformité mineure portant sur la réalisation d'une formation pour le personnel de Kem One, qui a été levée dans la foulée. Il est demandé à l'exploitant la transmission du rapport d'audit.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite